

McGill Daily français

MARDI 7 NOVEMBRE 1995 VOL. 85, NO. 25

Cherche gladiateur pour trip de cuir depuis 1977

McGill Inc. ?

L'AEUM réplique à Shapiro

NOUVELLE

Jean-Sébastien Jetté

Le projet de privatisation de l'Université McGill, proposé par le directeur de l'Université, Bernard Shapiro, provoque actuellement une vague de confusion et de discussion au sein de la communauté mcgilloise. En réponse au projet Shapiro, l'AEUM a déposé au conseil du 2 novembre dernier son propre rapport de consultation

dirigée par le comité de consultation « Think Tank ». Ce rapport exprime les priorités et perspectives des étudiant-es pour le développement d'un nouveau McGill.

Le document en question, « Making McGill », a été préparé par plusieurs membres de l'association étudiante. Le forum, précédant sa production, a regroupé plus de 150 étudiant-es, professeur-es et autres membres de la communauté mcgilloise. Plusieurs questions dé-

licates ont été abordées dans le but de redéfinir les mandats et les devoirs de l'institution dans un avenir rapproché.

Sur le point de vue financier, plusieurs questions se posent. Comment faire plus avec moins ? Où couper ? Comment préserver la réputation internationale de McGill en gardant la qualité des services et de l'éducation tout en réduisant les ressources ?

Malgré la hausse constante des frais de scolarité - 114 p. cent depuis

1985 - l'idée du directeur serait d'exiger entre 10 000 et 15 000 dollars par année à chaque étudiant-e, tout en réduisant leur nombre de 90 p. cent. Un projet surréaliste, selon le rapport du « Think Tank », compte tenu de la présence des autres universités canadiennes offrant une formation similaire à un coût plus raisonnable. La privatisation de McGill serait d'autant plus risquée considérant la possibilité que les gouvernements mettent fin aux subventions, qui représentent actuellement 70 p. cent du budget total de l'université.

de compétition entre les universités, esprit qui pousse souvent les équipes de recherche à faire mieux et plus rapidement.

Une autre option intéressante, popularisée par l'Université Waterloo, est la coopération avec l'industrie. Le seul problème relevé par le rapport du « Think Tank » est la crainte du contrôle partiel des contenus de cours par les entreprises.

La fusion de quelques départements et facultés est aussi à l'étude, ce qui pourrait permettre d'économiser des sommes importantes tout en réduisant les lourdeurs administratives. Toutefois, comme le soutient le rapport de l'AEUM, la plupart des petits départements s'y opposent craignant d'être submergés par cette vague de rationalisation.

Y aurait-il d'autres alternatives à la privatisation ?

Au plan académique, la coopération et la fusion sont au cœur des débats. Selon les conclusions du « Think Tank », il y a possibilité d'intensifier les expériences inter-universitaires. En créant plus de programmes entre les diverses universités canadiennes, les étudiant-es de McGill et d'autres institutions pourront profiter de plus de ressources mutuelles.

Le rapport de l'AEUM note cependant qu'un tel partage pourrait entraîner l'élimination de l'esprit

La proposition de nouvelles solutions

Selon Lisa Grushcow, vice-présidente aux Affaires universitaires, « il y a beaucoup de confusion, de différences d'opinion, d'opposition et de retards dans les procédures de consultation ». En fait, le projet de réforme de l'Université aurait dû être terminé avant la fin novembre, pour être utilisé comme base à l'établissement du budget en janvier 1996. Ceci ne sera vraisemblablement pas le cas. En effet, le référendum a passablement ébranlé et inquiété la communauté mcgilloise, ce qui a retardé la vague de changements proposée par Shapiro. « La nervosité des administrateurs était palpable. Lors des réunions, on aurait dit qu'ils paniquaient, qu'ils retenaient leur souffle » affirme Lisa Grushcow.

Malgré tout, la population étudiante, elle, retient son souffle jusqu'à l'annonce du prochain budget de l'Université et des coupures qui s'en suivront.

Immigrer, ça coûte un bon moton

BRÈVE

Jean-François Corbett

Depuis le dernier budget fédéral, les frais d'entrée pour les adultes désirant immigrer au Canada ont triplé, passant de 500 à 1 475 dollars. Selon les documents de Citoyenneté et Immigration Canada, cette augmentation permettra d'obtenir d'importantes recettes et de réduire le coût net des programmes d'immigration pour les contribuables.

Ces frais additionnels suscitent cependant plusieurs critiques. « La nouvelle taxe d'entrée imposée par le gouvernement libéral est un exemple de racisme systémique et de discrimination fondée sur la classe sociale. On juge les immigrants à l'épaisseur de leur portefeuille », déclare Bob White, président du Congrès du travail du Canada (CTC).

La principale inquiétude est que les nouveaux frais battront la route aux personnes peu fortunées. « Si on convertit cette augmentation en monnaie de pays où la devise et le revenu moyen sont faibles, beaucoup de gens seront incapables de payer pour entrer au Canada », soutient David Onyalo, aussi du CTC.

Par exemple, le coût d'une demande de résidence permanente pour une famille-type de deux parents et deux enfants se chiffrerait à 3 160 dollars, soit deux fois plus que pour une demande semblable aux États-Unis (1 644 dollars canadiens). Immigration Canada explique cette différence par le fait que le gouvernement canadien offre aux immigrant-es des cours de langue et des servi-

ces d'intégration, contrairement aux États-Unis.

Toujours d'après les documents d'Immigration Canada, le gouvernement fédéral peut consentir un prêt, avec intérêts, « dans le cas d'un requérant qui n'a pas d'autres possibilités de financement » pour acquitter ses frais d'établissement au Canada. Toutefois, les personnes immigrant devront d'abord démontrer qu'elles seront en mesure de rembourser ce prêt, faute de quoi on leur refusera l'entrée au pays.

« C'est l'illustration même d'une politique d'immigration qui privilégie les personnes riches et puissantes, même si le gouvernement a promis de ne refuser l'entrée à personne pour des raisons financières », conclut le président du CTC.



Photo éditoriale : Loïc Bernard

Entente fédérale-provinciale sur la gestion scolaire francophone en Nouvelle-Ecosse.

Les Francophones ont leurs écoles

BRÈVE

Michel Tremblay

Une entente spéciale sur la gestion scolaire pour la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Ecosse a été signée le 25 octobre dernier par le Ministre du

Patrimoine canadien, Michel Dupuy, et le Ministre de l'Éducation et de la Culture, John MacEachern.

Selon cet accord, les Acadiens et les Francophones de la Nouvelle-Ecosse pourront dorénavant gérer leurs propres écoles. Une subvention fédérale-provinciale de six mil-

lions de dollars, étalée sur une période de trois ans, a été prévue à cet effet. Qui plus est, douze millions de dollars seront versés sur une période de cinq ans, dès l'année 1996-1997, par le truchement du Programme des langues officielles en éducation.

Les sommes accordées serviront

à établir un conseil scolaire acadien provincial. On mettra aussi sur pied des programmes de refrancisation, de formation et de perfectionnement des enseignants ainsi que de développement des ressources pédagogiques.

Le but de cette entente est de collaborer avec les gouvernements

provinciaux et territoriaux afin de favoriser et de préserver les langues et cultures des communautés de langues officielles du Canada.

La Nouvelle-Ecosse est la quatrième province à adopter une telle entente après la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba.

Coup d'État institutionnel au Liban

BLOC INTERNATIONAL
Marie-Estelle Debs

Le mois dernier, un coup d'État institutionnel ébranlait le Liban dans l'indifférence quasi-totale des médias occidentaux. En effet, le mandat de six ans du président Elias Hraoui, qui devait en principe prendre fin en novembre de cette année, était prolongé de trois ans par le parlement libanais.

Notons qu'au Liban, le président est élu par le parlement. Cependant, le mandat présidentiel a été rallongé sans que les parlementaires ne réalisent le président Hraoui. Ce prolongement de mandat du président libanais a été rendu possible par un amendement à la Constitution par le parlement.

Rappelons que de mai 1975 à octobre 1989, le Liban est en situation de guerre civile entre

milices chrétiennes et musulmanes. En 1976, les troupes syriennes envahissent le Liban, venant prêter main forte aux milices musulmanes. En septembre 1988, le président Amin Gemayel quitte le pouvoir à la fin de son mandat. Faute de candidats, aucune élection présidentielle n'a lieu. Le général chrétien Michel Aoun assume l'intérim, étant désigné par le président sortant sans l'unanimité des partis politiques en cause.

Affaibli par plus de quatorze ans de guerre civile, le Liban décide de signer un traité de paix avec la Syrie à l'automne 1989. Notons qu'à cette date, les troupes syriennes occupent 80 p. cent du territoire libanais. Le 22 octobre 1989, à Taëf en Arabie Saoudite, un accord de paix est signé entre le Liban et la Syrie.

Dans un état d'extrême agitation politique, et après l'assassinat du

nouveau président Moawad trois semaines après son élection, Elias Hraoui, reconnu pour ses idées pro-syriennes, est élu en novembre. Son mandat est d'une durée de six ans sans possibilité de renouvellement, comme le prescrit la Constitution. Le parlement libanais, à majorité pro-syrienne, indique par cette élection son appui inconditionnel aux politiques du président syrien Hafez El Assad. Le 13 octobre 1990, les troupes syriennes matent les rebelles du général Aoun, cantonnés dans le palais présidentiel. Depuis cette date, le Liban est sous la totale domination politique de son voisin syrien.

En guise de protestation, les partis politiques chrétiens traditionnels de l'opposition boycottent les élections législatives de 1992. Mais, sans réelle opposition, un parlement pro-syrien est réélu avec une très forte

majorité. C'est ce même parlement qui, le mois dernier, amendait la Constitution. Notons que pour ce faire, le parlement doit voter en faveur de la motion avec une majorité des deux tiers de ses membres. Dans ce cas-ci, cette majorité fut obtenue haut-la-main.

Depuis, le Liban est sous l'aile de la Syrie. Ainsi, le Liban n'a plus de voix propre dans le conflit israélo-arabe, disent certains. La Syrie reste le seul interlocuteur pour une éventuelle paix avec Israël au Proche-Orient. En effet, seuls le Liban et la Syrie n'ont pas signé d'accord de paix avec Israël, notamment à cause du cas lié aux hauteurs du Golan en Syrie occupées par Israël.

Sources: *The Economist*, *L'Etat du monde 1992*, *L'Express* et *Le Monde diplomatique*.

Carte tirée de *L'Etat du monde 1992*, p.324



© Éditions La Découverte

Courrier

Le Référendum et les Allophones

Le bilan du référendum sur la sécession du Québec, en ce qui concerne les allophones, est bien décevant. Durant toute la campagne référendaire, les allophones étaient quasiment exclus des débats bien que ceux-ci aient discuté aussi leur avenir. Pourtant les allophones avaient besoin d'être entendus à cause de tous les propos insultants que les députés péquistes et bloquistes ont projetés sur les non-francophones de cette province. Les déclarations de Jacques Parizeau, Bernard Landry, Philippe Paré, Lucien Bouchard, Suzanne Tremblay ont passé sans que ces gens ne soient vraiment accusés de racisme, de plus certains d'entre eux ont eu droit à des éloges (cas de Lucien Bouchard). Il est très difficile de comprendre pourquoi le camp du NON a attendu la fin du référendum pour se montrer consterné par les propos racistes et ethnocentristes de Jacques Parizeau. J'aimerais vous rappeler que sa première déclaration raciste n'a pas été émise après le référendum, mais avant même qu'il soit élu Premier ministre : « Il faut que le Québec cesse d'être une terre d'accueil », disait-il et il avait ajouté que sans les allophones et sans les anglophones, il séparerait le Québec du reste du Canada. Les représentants des trois plus grandes communautés culturelles du Québec (Italiens, Israélites et Grecs) avaient averti les séparatistes avant le référendum qu'en cas d'échec, ils ne voulaient pas entendre des propos préjudiciables envers les allophones. Mais après le référendum, les députés

séparatistes, en commençant par Bernard Landry, ont spontanément insulté les allophones.

Le député péquiste René Trudel a déclaré que le « Québec profond » avait choisi la séparation tandis que Hull et Montréal avaient choisi le Canada. Les citoyens de l'Outaouais majoritairement francophones seraient-ils aussi qualifiés de « non-québécois » parce qu'ils ne se sont pas prononcés comme l'exigeaient les séparatistes? Pourquoi les séparatistes veulent-ils trainer avec eux les populations qui ne partagent pas leurs idéaux? Il faut qu'ils se rendent compte des raisons pour lesquelles Montréal ne veut pas suivre et ne veut pas former avec eux leur idéal d'une société « homogénéisée » francophone. Montréal est une ville multiculturelle et bilingue, sa société est distincte de celle du reste du Québec. Les séparatistes ne parlent que d'altérer la société montréalaise pour la refaire à leur image. Seuls les gouvernements avec des agendas racistes ont eu des aspirations semblables. Aujourd'hui les visions nationalistes de ce genre sont rétrogrades et honteuses.

Le gouvernement séparatiste demande des changements; pourquoi ne prendrait-il pas l'initiative en commençant par reconnaître Montréal comme société distincte et cela avant de demander aux autres gouvernements canadiens d'agir? Tant que cela n'a pas été fait, le gouvernement séparatiste n'a pas à faire la morale aux autres.

Aptin Khanbaghi, M.A. *Études Religieuses*

NON! M. Parizeau, le Québec n'a pas perdu 50,5 p. cent de son peuple! Et j'ose croire que tous les Québécois vous ont écouté avec autant d'indignation que moi. Au lieu d'avoir avancé la cause du Québec, vous avez réussi à inspirer une méfiance qui déborde sur les autres chefs souverainistes! M. Parizeau, ce que vous avez fait de mieux dans votre carrière a été votre démission le lendemain du référendum.

Aux chefs souverainistes de la relève, La prochaine fois que je voterai OUI, il me faudra des garanties solides que le Québec et le Canada négocieront tout ce à quoi j'ai droit.

Tout d'abord, je veux la reconnaissance du statut de société distincte pour le Québec.

Advenant une souveraineté du Québec, JE VEUX :

- la double citoyenneté québécoise et canadienne, ce qui implique que j'aurai à la fois les passeports canadien et québécois ;
- la même facilité d'aller et de revenir du Canada que j'ai actuellement ;
- la libre circulation des Canadiens de l'Est et de l'Ouest par le Québec ;
- l'assurance que les jeunes, comme moi, auront de l'emploi en produisant ce que le Canada achète présentement au Québec ;
- que le gouvernement québécois soutienne des initiatives de création d'emploi compatibles avec des objectifs de respect de l'environnement précis et divulgués ;
- des mesures pour contrer la dette

québécoise, sans éliminer définitivement la sécurité sociale subventionnée par des impôts versés équitablement par toutes les couches sociales ;

-la solution monétaire qui fasse le moins de vagues dans les marchés financiers ;

-la protection de la langue française ;

-la protection des droits humains et du droit fondamental de chaque individu de s'épanouir et de s'exprimer dans les langues de son choix ;

-l'exposition de toutes les régions québécoises à la réalité interculturelle du Québec, par le support d'initiatives insérées dans les écoles, et dans les milieux communautaires ;

-une entente avec le Canada dans un très court délai, pour garder sous contrôle l'impact économique des négociations ;

-la consultation populaire par des forums d'information pendant le déroulement des négociations, et je veux qu'au moins 70 p. cent du peuple québécois accepte l'entente conclue ;

-des réformes du système électoral québécois : le nombre d'élus devra être proportionnel au nombre de votes obtenus par chaque parti.

Une fois ces critères remplis, je saurai que la bavure de M. Parizeau aura été véritablement effacée et j'accorderai une fois de plus un OUI à la souveraineté du Québec.

Pascoal Gomes

Étudiant en sciences politiques

Québécois-Canadien pour la souveraineté.

McGill Daily français

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés - incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal.

Imprimé par David Martin Development Inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press - CUP -, de la Presse étudiante du Québec - PEQ -, de Publ-Peq et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le McGill Daily français

rédaction en chef

Atim León

Anne Caporal

rédaction nouvelles

Jean-François Corbett

Tristan-E. Landry

rédaction culture

Emmanuelle Latraverse

mise en page

Guillaume Perreault

Loïc Bernard

correction

François Lizotte

Louma Attalah

Bertrand Ollé (Nip)

Sandrine Simonnet

Kallina Pluta

Collaboration

Jean-Sébastien Jetté

Stéphane Lambert

Michel Tremblay

Marie-Estelle Debs

Véronique Perron

Richard Henri

Loïc Bernard

Marc-Antoine Godin

Blanca Robichaud

Marie-Violaine Boucher

Louis-Philippe Girard-Corbail

Le McGill Daily

coordination de la rédaction

M-J Milloy

coordination de la rédaction nouvelles

Robin Perelle

rédaction nouvelles

Anup Grewal, Jacqueline Reis

rédaction culture

Kevin Slu

dossiers

Idella Sturino

direction de la photographie

David Ryther, Cameron Booth

mise en page

Derek Fung

gérance

Marlan Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov, Lettice Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

Rédaction

3480 McTavish, bur. B-03,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

Publicité

3480 McTavish, bur. B-07,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

Le conseil de l'AEUM n'a plus le cœur à la francophonie mcgilloise

Des francophiles à temps partiel

L'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM) se considère comme l'une des plus progressives au Canada. Lors de la Commission francophone en 1993, l'AEUM, dans son idéal progressif, avait promis de faire des changements en profondeur pour satisfaire les quelques 20 p. cent de francophones qui étudient à McGill. Du jamais vu dans une université anglophone...

Aujourd'hui, il faut bien se rendre à l'évidence : la porte de la francophilie s'est rapidement refermée sur les changements proposés par l'AEUM. Le présent conseil de l'AEUM ne parle quasiment pas d'offrir de nouveaux services en français, voire d'améliorer les services destinés aux francophones de l'Université. De plus, les événements récents entourant le référendum sur l'avenir du McGill Daily et donc du McGill Daily français prouvent bien que l'AEUM a fait marche arrière sur ses promesses d'antan. Soudainement, l'AEUM est passée du « francofriendliness » au « don't give a darn about francophones ».

La Sphère francophone, le Caucus francophone, le Théâtre de la Grenouille et le McGill Daily français constituent les seuls organismes du campus qui permettent aux francophones de l'Université de s'exprimer dans leur langue maternelle. La station de radio McGill CKUT offre aussi de nombreux programmes en français. Pourtant, le conseil de l'AEUM a décidé de mettre en avant sa question référendaire en faveur de l'annulation du financement du McGill Daily. Ce faisant, il n'a même pas permis à la rédaction du McGill Daily français d'expliquer sa situation particulière. L'AEUM fait tout simplement acte de mauvaise foi envers les francophones de l'Université.

Les élections générales de l'AEUM sont le seul moment de l'année où la communauté francophone et ses besoins se voient propulsés au cœur du débat. C'est à cette période de l'année que

les politiciens et politiciennes en herbe de l'AEUM s'intéressent soudainement à notre sort. Leur attitude ressemble d'ailleurs à celle du reste du Canada lors de la dernière semaine de la campagne référendaire sur la souveraineté ! Inspirés par leurs aînés d'Ottawa, certain-es à l'AEUM sont passés maîtres dans l'art d'exprimer leur amour pour la francophonie afin de rallier le vote francophone.

électorale, au McGill Daily français, M. Remai soutenait qu'il ferait « tout en son pouvoir pour soutenir la communauté francophone et ses droits à McGill. » Où était M. Remai lors de la campagne contre le McGill Daily français ? Il militait activement aux côtés du groupe anti-Daily et franchement anti-francophone. Où est passée son affection pour les francophones et l'avenir de leur seul journal de

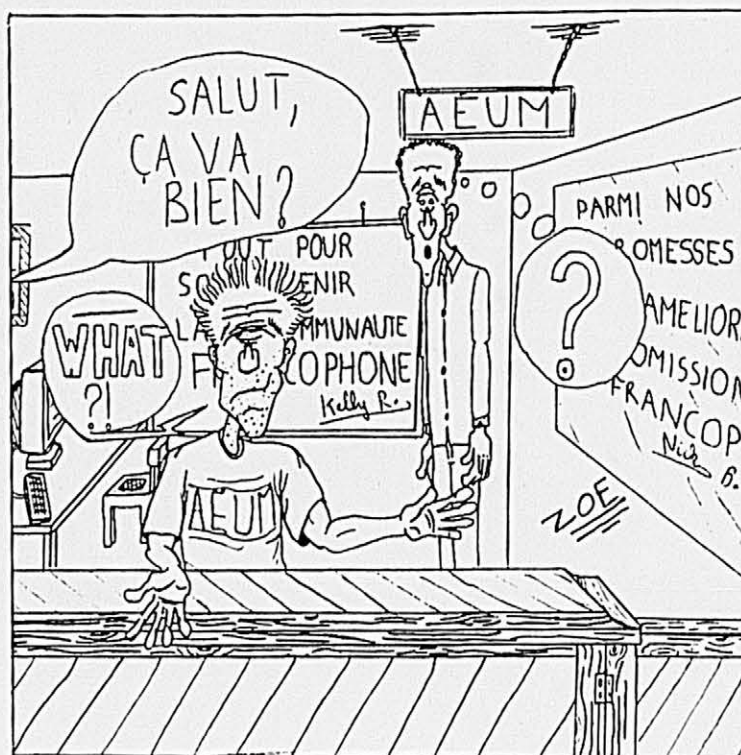
à l'édifice Shatner. De plus, les publications francophones de l'AEUM, dont la version française du SSMU journal, regorgent trop souvent de fautes de français. Ceci démontre à merveille le peu de français qui subsiste au sein de notre « asso ». Ce n'est d'ailleurs qu'à la fin de l'an dernier, sous les pressions du Commissaire francophone de l'époque, Jean-Philippe Dionne, que l'AEUM a décidé de remédier au problème en faisant appel à de vrais traducteurs et traductrices en provenance de l'extérieur de ses locaux.

Si le bilinguisme et la présence francophone au sein de l'AEUM sont quasi-inexistants, il en va de même pour son conseil exécutif. À l'heure actuelle, aucun poste au conseil n'est réservé pour une représentation francophone. La Commissaire francophone, Pascale Anglade, travaille certes avec la vice-présidente aux affaires universitaires, Lisa Gruschow, mais ne possède aucun droit de vote sur le conseil. Par exemple, le commissaire francophone pourrait avoir le droit de vote au conseil exécutif de l'AEUM. N'est-il pas normal que les actionnaires de plus de 20 p. cent d'une compagnie détiennent au moins un droit de vote permanent au sein du conseil d'administration ? Les francophones du campus ne sont-ils et elles pas assez importants pour avoir droit à une présence permanente au conseil de l'AEUM ?

Il est facile de critiquer le manque de participation de la communauté francophone au sein de l'AEUM. Toutefois, il faudrait avant tout se demander si ce manque d'intérêt n'est pas en réaction au fait que l'AEUM apparaisse comme un monde essentiellement « anglo ». Un poste au conseil permettrait sûrement aux francophones de pouvoir finalement percer le monde de l'AEUM et s'impliquer activement dans les décisions qui les concernent directement.

L'an dernier, l'exécutif de l'AEUM avait pensé mettre en avant un poste au conseil pour représenter la communauté francophone. Toutefois, l'AEUM n'avait pas voulu créer cette nouvelle position au conseil en raison des frais potentiellement encourus. Une bien mauvaise excuse lorsque l'on considère que les francophones paient actuellement les frais d'un conseil à 100 p. cent anglophone. L'AEUM a-t-elle déjà entendu parler du concept historique de « pas d'impôts sans représentation » ?

Tristan-E. Landry et Emmanuelle Latraverse pour l'équipe du McGill Daily français.



Caricature Fabien Seyvet

Nick Benedict, présentement vice-président aux affaires externes, a toujours su vendre son attitude « francofriendly ». Vantant sa participation à la Commission francophone en 1993, M. Benedict a soutenu en campagne qu'il cherchait à défendre les droits de la population francophone à McGill. Pourtant, rares sont les gens qui ont vu Nick Benedict participer activement à la Commission francophone. Tout aussi difficiles à dénicher sont ses actions favorables à la communauté francophone de McGill.

Kelly Remai, vice-président aux finances de l'AEUM, est un autre « francophile à temps partiel » et source intarissable de promesses électorales pour les francophones. En entrevue, lors de la campagne

langue française sur le campus ?

Le référendum sur le financement du McGill Daily a également mis en évidence les lacunes de l'AEUM en terme de services en français. Si le McGill Daily français n'avait pas fait pression auprès des organisateurs et des organisatrices du référendum, la question n'aurait même pas été traduite. Malgré cela, il était fort difficile de mettre la main sur la copie française des questions, rendant ainsi leur décodage pénible pour de nombreux francophones.

Le nom de l'AEUM serait-il son unique aspect bilingue ? Ses employé-es ne peuvent guère se considérer bilingue puisqu'il est rarement possible de se faire servir en français au comptoir de l'AEUM

Tu es branché ?

Tu veux tripper en français ?

Tu aimes les réunions ?

Tu veux écrire pour le Daily français depuis le début de l'année mais tu n'a toujours pas réalisé ton rêve ?

Viens nous voir ce soir, à 17h30

au local B-03 du Pavillon Shatner.

Tu verras, tu ne le regretteras pas !

Tristan
+
Loïc

Tristan
love
Loïc

Octobre

e n n o v e m b r e ...

MUSIQUE
Blanca Robichaud

Puisque s'installe le mois de novembre, il est peut-être temps de redécouvrir *Octobre*. En effet, ce dinosaure de la scène musicale québécoise refait surface avec *Octobre 1972-1989*, un album souvenir digne des plus grands mélomanes.

Ce groupe fondé en 1972 par Pierre Flynn, Jean Dorais, Pierre Hébert et Mario Légaré, aura survécu dix longues années à l'industrie musicale et aura réussi à faire sa place dans le cœur de nombreux québécois et québécoises. Leur message de liberté empli de rêve et d'évasion a su toucher une génération qui se trouvait à ce moment en pleine crise d'identité. Treize ans après les débuts du groupe, le Québec se retrouve encore une fois en pleine impasse politique. Le message d'*Octobre* demeure toujours d'actualité.

Le coffret d'*Octobre 1972-1989* contient en tout 31 chansons pigées dans les six albums de sa carrière. Quatre pièces « live » tirées de sa dernière apparition au Festival de Jazz de Montréal en 1989 y sont également incluses. Cette dernière réunion du groupe qui venait clôturer sa carrière et saluer son public se solde six ans plus tard par la mise en marché de ce coffret.

L'électrisante musique d'*Octobre* avec ses chansons sans refrain peut parfois faire penser à certains groupes américains de l'époque. Naturellement influencée par

les divers courants musicaux des années 70, cette musique a su apporter un renouveau au rock québécois. Les anciens fans d'*Octobre* seront réjouis de cet album, tandis que le nouveau public aura le plaisir de le découvrir.

Le choix des chansons a été fait de façon judicieuse et permet à l'auditoire de s'initier aux différentes facettes de ce groupe. Pierre Flynn, de sa voix toujours aussi chaleureuse et sensuelle, réussit facilement à nous faire succomber à ses histoires d'amour qui font rêver. Il faut

dire que la mélancolie de certaines pièces est très appréciée dans cet univers de détresse et de désespoir qui donne tout son charme à ce recueil.

On retrouve avec plaisir les grands succès tels que *Dans ma ville* et évidemment *La maudite machine*. Les textes toujours près de la réalité urbaine et québécoise, viennent chercher les gens aux tripes et réussissent à libérer une certaine révolte parfois bien cachée. La pollution de la ville et la détresse des ouvriers et des ouvrières sont des thèmes qui demeurent encore en 1995 des priorités de notre société.

Ce double album offre dans son ensemble une qualité d'écriture remarquable autant sur le plan musical que sur le plan littéraire. Il évoquera pour plusieurs le souvenir d'une jeunesse envolée et pour d'autres, le désir de « changement ». *Octobre* ne connaîtra sûrement pas un succès important sur les palmarès, mais il aura toutefois réussi à faire parler de lui une dernière fois.

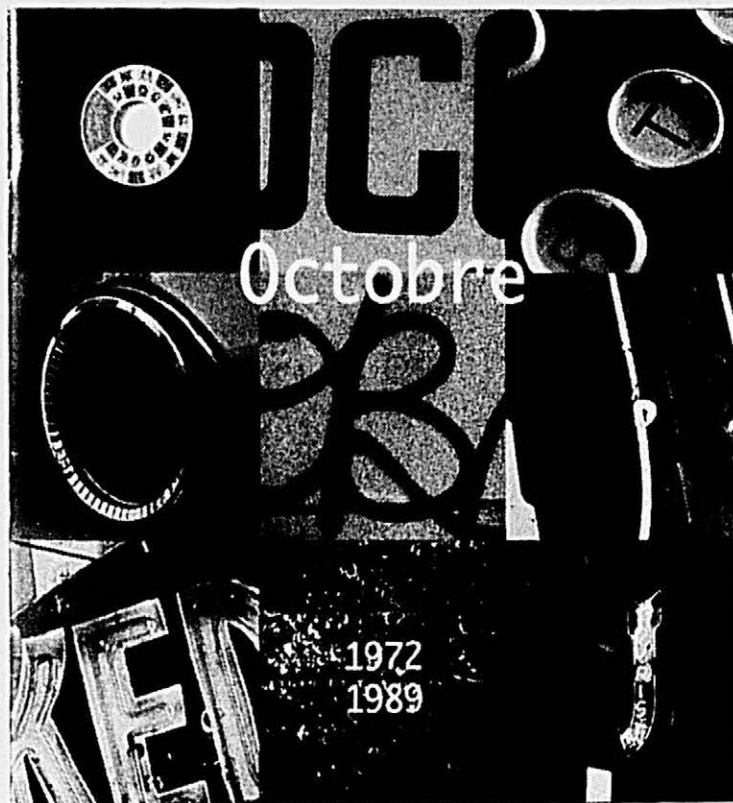


Image et nation gaie et lesbienne

Plats de résistance au menu

CINÉMA
Marie-Violaine Boucher

Le festival Image et nation gaie et lesbienne, qui est devenu, au fil des ans, la principale manifestation culturelle gaie de la métropole, bat son plein depuis jeudi dernier.

L'événement permet aux cinéastes gays et lesbiennes du monde entier de rejoindre le public montréalais, lequel n'aurait pas accès à la plupart de ces films autrement. Il s'agit aussi d'un lieu de rassemblement et d'échange pour la communauté gaie et lesbienne, pour qui les bars servent souvent d'unique endroit de rencontre.

Parmi les quelque 250 films et vidéos présentés cette année, plus de 50 sont des longs métrages... Voilà un signe évident de la forme de plus en plus resplendissante du cinéma gai et lesbien.

La programmation du festival apparaît chaque année comme un reflet des tendances de l'industrie cinématographique dans son ensemble. Or, en cette année du centenaire du cinéma, les films à contenu homosexuel

se sont multipliés sur les écrans. Après les travestis (*Priscilla Queen of the Desert*, *Julie Newmar*), ce sont surtout les lesbiennes qui ont pris la vedette avec des films comme *The Incredibly True Story of Two Girls in Love*, *Bar Girls*, *Boys On the Side*, *Gazon maudit*.

Image et nation gaie et lesbienne poursuit cette tendance. Les longs métrages lesbiens, qui brillaient par leur

Heart et réalisé par Lynne Fernie et Aerlyn Weissman (*Forbidden Love*), est particulièrement attendu. Notons aussi un film intitulé *Sister My Sister*, inspiré des *Bonnes* de Jean Genet, ainsi que *A Litany for Survival: the Life and Work of Audre Lorde*, un portrait de cette artiste américaine.

À l'occasion des 100 ans de cinéma, l'équipe du festival a eu la lumineuse

idée de présenter quelques uns des classiques gays et lesbiens dont plusieurs sont introuvables en cassettes vidéos. Parmi les films encore à venir, mentionnons *Personnal Best* de Robert Towne avec Mariel Hemingway, *Le Troisième sexe*, un film allemand de 1957 relatant le drame familial causé

États-Unis en 1972, trois ans après Stonewall. Enfin, pour ceux et surtout celles qui n'auraient pas eu la chance de le voir sur grand écran, le superbe *Anne Trister* de Léa Pool sera également projeté.

Quelques films réalisés au Québec sont au programme, dont ceux des vidéastes Charles Guilbert et Serge Murphy, présentés dans le cadre d'une rétrospective de leur œuvre commune. Trois documentaires en français portant sur le coming out sont aussi à surveiller : *J'ai un parent homosexuel... et je l'aime*, *J'ai quelque chose à vous dire* de Lynn Phaneuf et *Comment vous dirais-je* de Louis Dionne.

Quantité d'autres films, courts, moyens et longs métrages en provenance de 12 pays, complètent la programmation. Les représentations ont lieu au Cinéma ONF, au Goethe Institut, à la salle Marie-Gérin Lajoie de l'UQAM et au Sky Pub.

Pour plus de renseignements, composez le numéro de l'info-festival : 285-1490. Vous pouvez vous procurer le programme officiel gratuit dans les salles de cinéma participantes, à la librairie l'Androgyne (3636, boul St-Laurent), aux bureaux du festival (4067, boul. St-Laurent, suite 302) ou dans tout autre endroit fréquenté par les gays et lesbiennes.



Sparky's Shoes de Glen Cairns

absence quasi totale par les années passées, sont au nombre de 18 cette année. *Fiction and Other Truths: A Film About Jane Rule*, un documentaire portant sur l'auteure de *Desert of the*

par la découverte de l'homosexualité du fils. On retrouvera également *One Adventure* de Pat Rocco, un documentaire engagé sur la situation des communautés gaies en Europe et aux

La Se en

Loum

Plusieurs évènements de cette semaine à mériter d'être aperçus de quelques

Inti-illimani

La musique comme véhicule de l'expression critique sociale. Inti-illimani, le collectif américain fondé en 1972, est un symbole artistique.

Inti-illimani est un mouvement culturel chilien, soit la Nouvelle chanson Chili à l'époque de leur triomphe à faire

Le 8 novembre public montréalais politiques, tantôt sources indigènes variété de leur style plus de 30 instruments des percussions leur avec des artistes aus et Paco Pena.

Le concert intime donc lieu le 8 novembre Pierre Mercure, au soit au Métro Berri vendus au prix de ou au réseau admi

Opéra Mania

La faculté de musique de Montréal présente *Mania*, une projection grand écran. Les 1 prochain à 19h30s Verdi. Les représ on ont lieu au 200 ave B-421. Réservation 6479.

Espace à trois

Pierre Kehler de une deuxième fois au public dans le *Espace à trois*. Cet plus de vingt ans à des domaines photographie, internationale, l'enseignement ur

La photographie un médium qui chaque composan et les émotions exposition photog de trois volets, observation sur le expose sa manière présente un lieu fi les pierres muettes leur passé et prés de compositions a parties ou les deta

L'exposition s novembre, du m 12h00 à 18h00, s 12h00 à 17h00, a ouest, à l'édifice B

maine bref

ORÈVE
a Atallah

ments artistiques ont lieu
Montréal, dont certains
noncés. Voici donc un
surs.

constitue souvent un
sion humaine, et de la
-illimani, groupe latino-
en 1967, est devenu le
des exilés chiliens.

le groupe fondateur du
el de *La Nueva Canción*
nson. Depuis leur exil du
la dictature de Pinochet,
le tour du monde.

ils viendront servir au
s des chansons tantôt
t traditionnelles aux
d'Amérique du sud. La
et de leurs instruments,
ents à corde, à vent et
ont permis de travailler
si différents que Brassens

ne de Inti-illimani aura
embre à 20h30 à la salle
300 Maisonneuve est,
-UQAM. Les billets sont
23\$ et 19\$ au 987-6919,
sion au 790-1245.

sique de l'Université de
dans le cadre de Opéra-
tion vidéo d'opéras sur
7, 21, 24 et 27 novembre
era présenté *Macbeth* de
tations sont gratuites et
ue Vincent d'Indy, salle
stéléphoniques au 343-

s
cède de présenter pour
ses travaux personnels
cadre de son exposition
artiste suisse vit depuis
Québec et a déjà touché
aussi variés que la
la coopération
film d'animation et
iversitaire.

reste cependant pour lui
lui permet d'exploiter
de chacun de ses sujets
qui en résultent. Son
graphique est composée
chacun portant une
monde qui l'entoure. Il
d'apprécier les musées,
équemment visité dont
finissent par révéler tout
te également une série
abstraites représentant les
ils d'édifices publics.

e tiendra du 9 au 26
ercredi au vendredi de
amedi et dimanche de
u 372 Sainte-Catherine
elgo.

Haïti dans tous nos rêves

René Depestre ou l'histoire d'un révolutionnaire assagi

CINÉMA
Richard P. Henri

PHOTO
Jean Daniel Lafond

Dans *Haïti dans tous nos rêves*, le cinéaste québécois Jean Daniel Lafond, trace le portrait de René Depestre, poète, écrivain et ex-révolutionnaire haïtien qui a longtemps lutté pour la cause haïtienne. Cet homme de 68 ans a vécu plusieurs révolutions (de la Tchécoslovaquie à Cuba) et refuse maintenant l'invitation de rentrer au pays que lui lance tout un peuple.

Dans un élan d'espoir, Haïti rappelle d'exil les hommes et les femmes, symboles de liberté, qui ont combattu le régime dictatorial. Cependant, l'écho des tambours ne retentit pas jusqu'à Lézignan-Corbières, ville de France où s'est réfugié ce révolutionnaire assagi.

En mettant en scène la journaliste de RDI, Michaëlle Jean, le documentaire permet d'épier

une confrontation sympathique : elle veut convaincre son oncle qu'en Haïti « la folie s'est changée en espoir ». Lui, avec toute la rébellion qui lui reste, résiste à ces arguments et à ceux des autres intellectuels qui interviennent dans le montage.

En donnant à son film un traitement très sobre, le réalisateur d'origine française laisse à la musique, aux danses et à l'accent créole le soin de dépayser le public. Grâce à des allers-retours de la France à Haïti et du présent au passé, on pénètre dans le monde des souvenirs du poète. Malgré son exil, sa table de travail demeure à Jacmel, la ville de son enfance qu'il veut garder intacte dans son esprit et dans ses rêves.

Dans ce film d'un peu moins d'une heure, on voit un ancien agitateur politique qui a déjà ébranlé des dictatures et s'est assis à la table de Che Guevarra, s'emballer devant un billet de loterie... D'une douce colère, il répond à sa nièce qu'il a pris sa

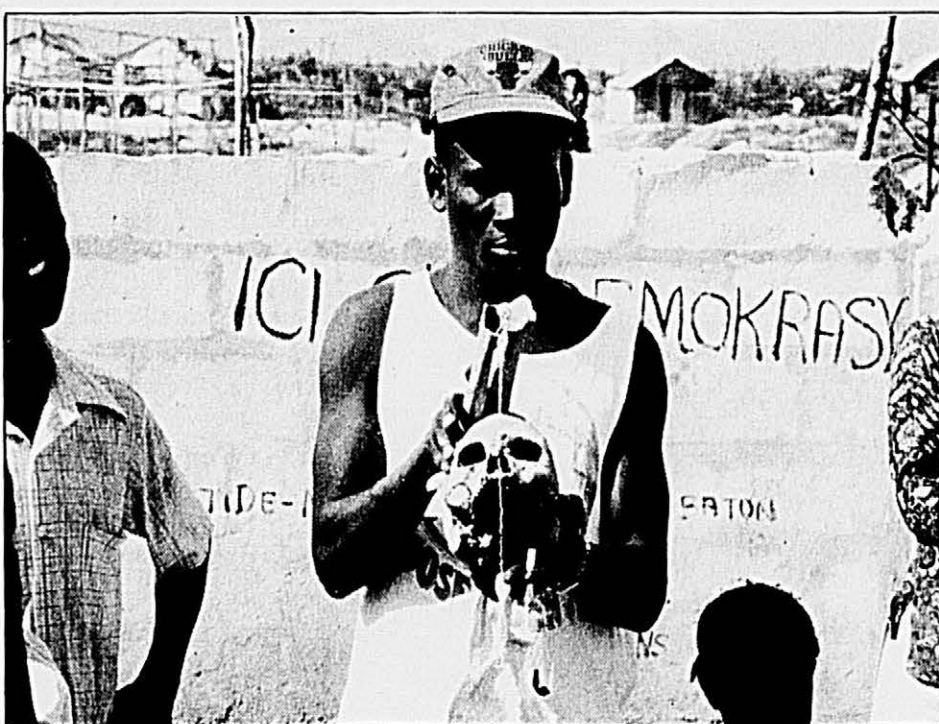
retraite. « Qu'on me laisse faire mes livres ! Un point c'est tout. »

En effet, René Depestre combat désormais sur le front littéraire avec ses crayons et ses souvenirs. Dans son œuvre *Hadriana dans tous mes rêves* (prix Renaudot 1988), Haïti est

personnifiée par un zombi nommé Hadriana. Il y décrit une enfance qui lui est chère et expose le drame d'un pays auquel il est resté attaché.

Dans la « France profonde », se terre un poète, français dans la vie, haïtien dans les rêves, qui

consacre ses dernières énergies à écrire plutôt que de vivre Haïti. À des milliers de kilomètres de Jacmel vit un révolutionnaire désillusionné qui veut maintenant laisser aux nouvelles générations la responsabilité de mener le combat. Cependant, s'interroge une étudiante haïtienne dans le film, « est-ce qu'il y a un René Depestre dans le pays » prêt à reprendre le flambeau ?



Haïti dans tous nos rêves

Le multiculturalisme, une affaire de société

SOCIÉTÉ
Véronique Perron

Les différentes communautés ethniques sont un aspect important de la société québécoise et la semaine interculturelle nationale est là pour le rappeler. Cette année, des activités de toutes sortes se dérouleront dans tout le Québec autour du thème « Vivre ensemble ». À Montréal, le hall de la tour de la Place-Victoria se transformera en centre d'action mettant en vedette les gens d'ici et d'ailleurs.

Des œuvres d'art créées spécialement sur le thème « Vivre ensemble » formeront l'exposition collective de divers artistes. Sculpteurs, photographes, peintres et musiciens de différentes origines ethniques seront de la partie. De même, plusieurs organismes du monde des affaires tiendront des kiosques d'information pour partager leur expérience du multiculturalisme avec le public. La clientèle principalement visée est celle travaillant dans le centre-ville, mais le grand public y est aussi le bienvenu.

« C'est dans le but de sensibiliser les gens sur les réalités sociales des différentes cultures avec lesquelles nous vivons que les entreprises et locataires de la Place-Victoria s'uniront durant une semaine » affirme Mme Esther Gagné, une des organisatrices de l'événement.

Cette initiative du gouvernement du Québec démontre un effort de rapprochement des différentes cultures qui forment notre société. « J'espère que cet événement touchera les gens et fera tomber des préjugés bien ancrés chez certains d'entre eux » ajoute Mme Esther Gagné.

Dans un monde où le multiculturalisme est de plus en plus présent, la tolérance, elle, est souvent absente. « Il est important d'apprendre à mieux se connaître afin de mieux vivre ensemble », poursuit Mme Gagné. C'est grâce à des événements comme la semaine interculturelle qu'il est possible de faire le premier pas.

La semaine interculturelle nationale aura lieu du 10 au 17 novembre dans l'ensemble de la province. Les activités de la Place-Victoria se dérouleront du 14 au 17 novembre.

Le cinéma cent ans après :

Le Septième art fait peau neuve

CINÉMA
Louis-Philippe Corbeil-Girard

Dans le cadre de son centenaire, le cinéma fait l'objet d'un second regard. À la fois ancien et nouveau, il suscite l'intérêt, se taille une place dans les temps modernes. Il évolue, change de couleur ou de son.

Montrer les mutations du 7^e art au cours de son histoire ainsi que son intégration au monde moderne, voilà quelle est l'ambition première du colloque « Le cinéma, cent ans après » organisé à la Maison de la Culture Côte-des-Neiges.

Ce colloque tentera non seulement d'exposer le cinéma sous toutes ses formes, mais encore d'en définir la forme actuelle et future. En effet, cent ans après sa création, à l'aube du 21^e siècle, le cinéma s'ouvre vers de nouveaux horizons, voire l'interactif ou le virtuel.

C'est en étudiant de près l'interaction entre l'œuvre et son public qu'une trentaine de spécialistes offriront différentes perspectives sur le cinéma, son histoire et son futur. Parmi eux, citons Jean-Pierre Jeancolas de l'Université de Paris III ainsi que Janet Staiger de l'University of Texas, qui clôturera le tout par une conférence intitulée *Pulp Fiction versus Pop Culture*. Les cinémas canadiens

et québécois, souvent éclipsés par les productions américaines aux yeux du public, y tiendront également une place de choix sous l'analyse d'universitaires de McGill, Queens, l'UQAM et de l'Université de Montréal.

Le colloque « Le cinéma, cent ans après » est issu d'une collaboration entre l'Association québécoise des études cinématographiques (AQEC) et du Groupe de recherche sur l'apparition et la formation des institutions cinématographiques et scéniques (GRAFICS).

Il s'agit donc d'un ambitieux programme en perspective pour les organisateurs de ce colloque qui s'annonce des plus intéressants pour les cinéphiles à la recherche de nouveaux plans ou d'angles intellectuels et artistiques.

« Le cinéma, cent ans après », du 15 au 19 novembre à la Maison de la Culture Côte-des-Neiges, située au 5290 chemin de la Côte-des-Neiges. Le prix étudiant est de 10,00 dollars pour une journée, et de 35,00 dollars pour le colloque au complet. Pour plus de renseignements, demander Germain Lacasse au 722-4440. Courrier électronique : Lacasse@ere.umontreal.ca

Un Peuple en déroute

OPINION
Stéphane Lambert

S'il est une chose à tirer du résultat référendaire du 30 octobre, c'est bien que le peuple québécois en est ressorti distinct. En effet, jusqu'ici, nul autre peuple ne s'était muni de deux destins disjoints, mutuellement exclusifs. Hormis l'identité, qui fait la force des communautés, on ne peut parler de l'avènement d'un peuple s'il se met lui-même en déroute.

Si la souveraineté commence là où des individus prennent collectivement conscience qu'ils peuvent organiser pleinement une société politique dans laquelle ses membres sauront s'épanouir, cette même société ne peut s'amputer de la moitié de sa population. Mais alors il en va de même pour la construction politique, économique et humaine du Canada.

Soyons clair, il ne s'agit pas de garder le Québec au Canada, ni d'ob-

tenir sa résignation, si telle était l'intention des manifestants de l'extérieur du Québec venus le 27 octobre. Le rôle moteur des composantes est la condition du libre développement d'une fédération. Mais c'est un Québec en pièces détachées que l'on a livré à l'aube du 1^{er} novembre.

En dépit de ces considérations, le moulinet de la conjugaison canadienne a brandi les verbes être et aimer. L'espoir a pris ses aises platoniques pour se fonder sur la naissance d'un dialogue et la venue d'un « philosophe-roi ». En s'engageant sur le terrain de la vertu, les Canadiens ont montré qu'ils devraient posséder suffisamment de maturité politique nécessaire à saisir sagement les enjeux d'un arrangement politique. Le caractère émancipatoire de la souveraineté ne doit pas donner l'impression de rompre un dialogue. Il s'agit d'un dénouement politique à une crise historique qui doit se régler par le dialogue et la compassion.

Ne nous cachons pas de la syntaxe

du dialogue canadien. Ses acteurs se barricadent derrière des ambivalences irréductibles et lorsque l'un sort de sa tranchée, l'opinion publique le prend d'assaut aux urnes.

Le dialogue tant adulé par les partenaires du NON cache une locution étouffée. Une aventure référendaire pan-canadienne n'est pas un dialogue. Dans l'arène de l'isolement repose pour seul interlocuteur une anthologie des problèmes constitutionnels ancestraux. Le trait de plomb reste le seul engagement et l'expression la plus articulée du dialogue canadien. De concert avec la tendance bien fédérale de réfugier un éventuel échec sur une question particulière sous une digression constitutionnelle, c'est une pléthore d'intérêts qui s'affrontent dans la boîte de Pandore.

Qui plus est, un éventuel armistice sur une macédoine de dossiers brûlants ne pourrait être le fait que d'une élite. Mais l'irréductibilité des mouvements régionaux obstrue dorénavant les soupapes constitutionnelles d'une suite peu

acommodante. Le Parti Québécois débute son mandat et la vigueur du OUI l'assure à hausser la barre des revendications québécoises. Le militantisme du Parti Réformiste, en pleine pérégrination, l'idéologie de Clyde Wells, risquent bien de marquer par sa durée une guerre constitutionnelle qu'aurait du mal à cerner plusieurs générations d'historiens.

La montée de la droite populiste, la désaffection de l'Ouest canadien, la balkanisation de l'éventail politique aux communes, l'incertitude liée au problème de la dette, sans parler de la radicalisation d'une fraction des nationalismes québécois et canadien, sont seulement l'avant-goût du dialogue sur l'unité canadienne que se propose d'amorcer M. Jean Chrétien. À noter que la stabilité économique de l'après-NON ne s'est toujours pas installée. Les marchés financiers sont maintenant persuadés qu'Ottawa négligera son déficit budgétaire pour mieux s'approprier le Québec.

Mais le corps politique québécois compose maintenant avec trois formations qui se sont faites les vecteurs de la souveraineté. Trois forces qui se sont différenciées singulièrement à la tombée des résultats et partagé l'horizon idéologique québécois.

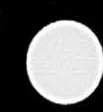
Les dérives honteuses de MM. Parizeau et Landry, si elles sont inexcusables, ne doivent pas tomber dans l'oubli. Le mouvement souverainiste n'est pas une dynamique d'affirmation de l'ethnie francophone et il est inacceptable de segmenter la population suivant le comportement électoral. Si l'état-nation représente le dépassement du nationalisme par des voies institutionnelles, il doit nécessairement élargir sa construction à toutes les tranches de la société. Son tissu social doit refléter l'essence même de la nation, et celle-ci ne saurait être que pluraliste par sa nature et la diversité de ses artisans. Le cœur n'a jamais été aussi bien à l'ouvrage mais il y a des jours où Cupidon s'en fout.

Référendum 95 :

OUI



NON



1,8 % indécis



BREVE
Loïc Bernard

De nombreuses plaintes ont été formulées concernant les 1.82 p.cent de votes rejetés lors du référendum de lundi dernier. Malgré une marge d'erreur plus faible qu'en 1980, ce résultat ne démontre pas une grande différence avec les 1.74 p.cent de votes rejetés d'il y a quinze ans.

Les plaintes proviennent surtout des représentants du NON à Chomedey, une circonscription libérale, où 11.7 p.cent des votes ont été rejetés. Selon Thomas Muclair, le député libéral de Chomedey, les scrutateurs et scrutatrices du Parti Québécois « ont presque abusé de leurs pouvoirs » lors du dépouillement des scrutins. Le Parti Québécois étant au pouvoir, ses membres scrutateurs ont le

dernier mot sur la validité des scrutins au bureau de votes. D'autres circonscriptions libérales comme Marguerite-Bourgeois et Laurier-Dorion ont témoigné d'un nombre important de scrutins non valides avec 5.5 p.cent et 3.6 p.cent de votes rejetés respectivement.

« La moyenne acceptable de votes rejetés est d'en général un p.cent ou moins » expli-

que non-valide avec un choix aussi clair et facile que celui qui a été présenté lors de ce référendum ». Selon la loi sur la consultation populaire, l'électorat doit faire part de son choix à l'aide d'une des quatre marques choisies par le Directeur Général des élections, c'est à dire la croix, le X, la coche ou le tiret. L'article 364 de cette même loi (voir encadré)

explique en quel cas un bulletin de vote peut-être rejeté. En aucun cas ne stipule-t-il qu'un bulletin peut être rejeté si la marque est trop claire ou trop foncée ou si les lignes du X ne sont pas égales ou tordues. C'est pourtant ce qu'auraient fait certains scrutateurs et scrutatrices selon plusieurs représentants du NON, présents lors du dépouillement des bulletins de vote.

Malgré la possibilité d'une enquête, Guy Chevrette, ministre responsable de la loi sur le vote, croit qu'un recomptage judiciaire du résultat référendaire est peu probable.

Article 364 de la loi sur la consultation populaire (version spéciale de la loi électorale pour la tenue d'un référendum) :

... Toutefois, le scrutateur rejette un bulletin qui :

- 1* n'a pas été fourni par lui ;
- 2* ne comporte pas ses initiales ;
- 3* n'a pas été marqué ;
- 4* a été marqué en faveur de plus d'une option ;
- 5* a été marqué en faveur d'une option qui n'est pas une des options soumises à la consultation populaire ;
- 6* a été marqué ailleurs que dans un des cercles ;
- 7* porte des inscriptions fantaisistes ou injurieuses ;
- 8* porte une marque permettant d'identifier l'électeur.

que William Marsden, journaliste à *The Gazette*, « et il est très étonnant de voir que 86 338 personnes ont choisi de rendre leur vote

Activités

Le Club des entrepreneurs de McGill présente une conférence sur les finances avec le professeur Ian McLaughlin, le jeudi 9 novembre à 18h au Leacock, salle 26.

« Destiny of the American Nation : Perspective of a First Generation Immigrant », ce mardi 7 novembre à 14h au Union Bldg., salle 107-108. Invité : Dr. Pittabi Raman, professeur à Walden University de Floride.

Krishtalnacht-« The Night of Broken Glass », commémoration de la première attaque contre les juifs en Allemagne nazie en 1938, le jeudi 9 novembre à 13h15 au Union Bldg., salle 107-108.

« La jeunesse et la révolution cubaine aujourd'hui », discussion avec deux jeunes cubains, Joel Queipo et Maria del Carmen Barroso, le mardi 14 novembre à 16h30 à l'Université McGill. Pour informations : 284-0436/982-6606.

Le Groupe de Support de la Rive-Sud pour les familles des handicapés mentaux se réunit le mercredi 8 novembre à 19h au 5811 Boulevard Taschereau, Brossard. Pour informations : 486-1448.

ANNONCES CLASSÉES

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. **Étudiant-es et employé-es de McGill** (avec carte): \$4.55 par jour, \$4.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. **Grand Public**: \$5.70 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. **VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL.** Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

2-DÉMÉNAGEMENT/ENTRPOSAGE

Moving/Storage. Closed van or truck local & long distance. Ott-Tor-Van-NY-Fla-7 days, 24 hours, low rates. Steve 735-8148.

3-AIDE DEMANDÉE

Models, actors, extras. Opportunities for all ages and sizes. Fashion, TV, print, film. 633-8605.

Earn free trips & cash! Breakaway Tours is looking for motivated students, organizations & clubs to promote spring break & ski trips! Call Steve 1-800-465-4257.

Women needed! Study on energy expenditure. Age required 18-35 years, normal weight, non-smoker. Monetary compensation. Please call Pilar at 843-2611 ext 4079.

5-TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success to all students. WordPerfect 5.1. Term papers, resumés, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 27 yrs. experience. \$1.75/D.S.P. 7 days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette / Roxanne 288-9638/288-0016.

McGill College/Sherbrooke quality word processing of term papers, theses, resumés, bilingual. Also diskette laser printing at 600 dpi. Ginette 848-0423.

6-SERVICES OFFERTS

Experienced editor/proofreader/ writer/tutor. Help with your student papers, theses, manuscripts, resumés translation Spanish/French /English. Call Marian 765-9804 7 Days/week

Save Time and Money University application kits procurement service for any North American Graduate Degree Tel. 486-4945 Fax. 486-2186.

AMENDES

De nouveaux tarifs pour les livres en retard ou perdus seront en vigueur dans toutes les bibliothèques de l'Université McGill en janvier 1996.

| | |
|----------------|---|
| Livres | 0,50\$ par jour |
| Périodiques | 2\$ par jour |
| Avis de rappel | 2\$ par jour |
| | (2.50\$ par jour si le titre est en retard) |

| | |
|--------------------------------------|-------------------|
| Réserve | |
| prêt de 1 à 4 heures | 0,02\$ par minute |
| prêt de 24 à 48 heures (1 à 2 jours) | 0,02\$ par minute |
| prêt de 7 jours | 2\$ par jour |

Frais de remplacement pour les livres ou les périodiques:
prix courant ou prix moyen (le prix varie selon la discipline)

plus 50\$ de frais de traitement + 5\$ de frais de facturation (non remboursable) + 10\$ frais de reliure (si applicable) + toute amende accumulée

Les politiques d'amende visent à promouvoir l'accès équitable et responsable aux collections des bibliothèques.

Pour prévenir des amendes:

Respecter la date de retour
Répondre à temps aux avis de rappel

Advenant que la bibliothèque omette d'envoyer un avis de retard ou que l'emprunteur n'en reçoive pas, cela ne dégage pas ce dernier de la responsabilité de retourner ou de renouveler à temps les documents empruntés.

You have the right

to a fair evaluation in your courses

Your marks have to be based on an accurate mark for the work you did, and your instructor had to tell you clearly what was required to get any mark.

to see your work, to discuss your mark, and to have it reviewed

If your mark was not what you think you deserved, your instructor has to show you your work and tell you what you did wrong. If you want, you can have someone else check the marking to see if it was fair.

to grieve if you have been wronged

If you still don't like your mark, or you have any other problems with your treatment by a University official, you can do something about it. Come to the Legal Info Clinic.

The McGill Legal Information Clinic

"If you need us, we'll be there."

10-5 Monday-Friday

398-6792

Shatner Basement

A McGill Daily Special Issue

Lesbian
Bisexual
Gay
Transgendered

On the stands November 13

Advertising deadline:

Thurs. November 9, 2:00 pm

Call 398-6790 to place an ad.

English Language Courses

December '95

Conversation (eight levels) \$ 185
TOEFL Preparation \$ 185
Writing for the CELDT \$ 230

Registration Fee (non-refundable) \$ 10
Late Registration Fee (commencing November 28) .. \$ 10

Days: Monday to Friday
Time: 10:00 a.m. to 2:00 p.m. (40 hours)
Dates: December 4 to December 15
Registration in person before November 23
Call Now: 848-3608
1822 de Maisonneuve Blvd. W.
Montreal, Quebec H3H 1J8



Concordia
UNIVERSITY

Centre for
Continuing
Education

REAL EDUCATION FOR THE REAL WORLD



The Smashing Pumpkins



Their long awaited double CD

Win a copy of their CD or cassette.

We have ten copies to give away to readers of the McGill Daily. Just fill out this ballot and drop it off at Union B-07. The draw will be held Wed. November 8. Hurry...



Name _____
Student ID _____
Phone Number _____
I read The Daily because: _____



RECYCLEZ

Autonomisme et plurinationalité

Le professeur Gagnon parle

ENTREVUE
Atim León

PHOTO
Loïc Bernard

Les résultats du dernier référendum québécois nous rappellent avec force que la crise Québec-Canada est loin d'être résolue. Le vote ambigu de l'électorat québécois semble promettre une prolongation indéfinie des hostilités sur le front fédéral. Le McGill Daily français a choisi de recueillir les commentaires du professeur Alain G. Gagnon, du département de sciences politiques de l'Université McGill. M. Gagnon est directeur du programme d'études sur le Québec et a à son compte plusieurs publications sur la politique et la société québécoise, dont *Québec: État et société* qui a obtenu le Prix Richard Arés 1994 (plus importante contribution aux études sur le Québec).

McGill Daily français: Alain Gagnon, vous êtes souverainiste, quelle est votre analyse des résultats du référendum ?

Alain G. Gagnon : Je suis autonomiste. Ce qui est important de noter c'est qu'il y a un progrès sensible de l'appui souverainiste au Québec. Celui-ci est très important chez les francophones, où il y a eu une progression de près de 12 p. cent d'appui populaire pour la souveraineté depuis 1980. Aussi, quelque chose d'assez important s'est produit au niveau des zones limitrophes, où plus de francophones que prévu ont appuyé le projet de la souveraineté. Le cas des Iles de la Madeleine est très intéressant parce qu'elles ont toujours été tournées vers l'Atlantique et toujours été très fédéralistes. Voici que contrairement à toutes prévisions elles ont appuyé le projet de la souveraineté du Québec. Il y a aussi la zone près de Montréal et l'Estrie, ce qu'on appelait les Cantons de l'Est, contrairement à 1980, il y a maintenant un appui 50/50 pour la souveraineté ce qui ne s'était vu à aucun moment. Certaines zones qui n'avaient pas appuyé le projet souverainiste en 1980, ne l'appuient toujours pas : l'Outaouais québécois, l'ensemble de l'île de Montréal et particulièrement l'ouest de Montréal qui a indiqué une fin de non-recevoir à ce projet. Mais, je pense que le résultat va forcer les gagnants à faire une proposition — j'espère intelligente — d'une refonte de la fédération canadienne.

MDF: Qu'est-ce que vous entendez par « autonomiste » ?

A.G.: J'élaborerai l'hypothèse que les pouvoirs dans la fédération canadienne émergent des provinces elles-mêmes et celles-ci ont décidé lors de la confédération de 1867 de donner certains de ces pouvoirs au gouvernement central. Comme autonomiste, je pense que plus on peut assumer les pouvoirs dans les provinces, mieux c'est. C'est un peu la définition de la subsidiarité, qu'on utilise beaucoup dans l'Europe de Maastricht. Dans la mesure du possible, si on peut assurer des champs de juridiction — comme par exemple la culture, la langue et les télécommunications — le plus près possible des gens, qu'on le fasse.

La question des droits sociaux, ça m'apparaît essentiel, il y a quand même dans l'ensemble de la fédération des choses qu'on partage. Ce qu'on partage, c'est cette volonté de maintenir un État providence. Sinon, la fédération n'a plus de raison d'exister. Moi, le Canada de Manning je n'en veux pas.

MDF: Vous avez votre propre interprétation de la réalité canadienne, comment définissez-vous le Québec et quelle place lui accordez-vous au sein du Canada ?

A.G.: Quand je regarde le Canada, je l'interprète comme étant une communauté plurinationale. Et j'ai toujours souhaité que le Québec soit une communauté plurinationale. Ce que j'entend par là, c'est qu'il y a des peuples qui ont fait front commun et qui constituent le tissu social de la fédération canadienne. C'est le peuple du Québec d'une part qui est partenaire avec nos collègues de la communauté anglophone, essentiellement le Canada hors Québec, et aussi les peuples autochtones. L'avenir du Canada dépend de l'harmonie qu'on pourra assurer entre ces trois grands peuples. Quant à moi, il y a aussi deux « personnalités internationales » qu'on retrouve, une française et une anglaise, au sein du Canada. Mon souhait c'est que les communautés s'identifient de plus en plus à ces deux grandes « personnalités internationales ».

Ma vision du Canada est que ce pays est de moins en moins un État fédéral, et de plus en plus un État unitaire. C'est là où il y a une confrontation entre le Québec et le Canada. Celui-ci voudrait fonctionner à une seule vitesse. Pour survivre, le Canada plurinational, comme moi je l'imagine, doit fonctionner à plusieurs vitesses. Une vitesse pour l'ensemble de la fédération hors Québec, une vitesse pour le Québec lui-même, pour sa survie comme collectivité à dominante francophone, et aussi l'aspect des communautés nationales autochtones, qui veulent vivre à une autre vitesse. Alors le défi des prochaines années sera d'assurer que ces communautés pourront vivre à leur propre rythme. Non pas qu'on impose des standards d'en haut, mais qu'on respecte l'autonomie de chacune des entités constituantes.

MDF: Êtes-vous autonomiste par défaut ou par conviction ?

A.G.: Je suis autonomiste par croyance, mais j'appuie le OUI par obligation. C'est-à-dire, que la seule façon de réformer la fédération canadienne, je pense, passe par un OUI. Parce qu'il y a des intérêts, qui existent, qui empêchent la fédération de faire le pas vers cette souveraineté-partenariat, ou vers ce partenariat dans la fédération canadienne. Il y a des gens, entre autres à Ottawa, qui assument la gouverne qui n'ont absolument rien à gagner d'une refonte de la fédération canadienne. Je pense que, c'est là où réside la difficulté. M. Chrétien, entre autres, n'a rien à gagner d'une refonte de la fédération canadienne, parce que ça viendrait affaiblir le pouvoir central.

MDF: Quelle est votre analyse du concept de multiculturalisme au Canada ?

A.G.: Une question à 3000 dollars ! Moi je suis contre la politique du multiculturalisme. Je ne suis pas contre les communautés culturelles qui s'inscrivent dans le développement du pays. Mais,

il m'apparaît que cette politique ne fait que créer au Canada des communautés qui vivent de plus en plus dans des ghettos et qui ne s'acculturent pas, qui ne s'intègrent pas dans la mouvance pan-canadienne, d'une part, et québécoise, d'autre part. Ce sont des communautés qui vivent trop à l'extérieur de ces grandes communautés. Ça m'apparaît très risqué.

Le Québec fait preuve d'une grande ouverture à l'égard des communautés culturelles (exemple : immigration) et s'attend à ce qu'elles s'inscrivent dans sa mouvance culturelle. C'est mon attente. Et dans ce sens là, j'appuie les thèses de Neil Bissoondath qui a écrit *Selling Illusions*. L'argument qu'il avance pour dénoncer le multiculturalisme, c'est qu'on a permis aux gens qui venaient d'ailleurs de recréer des foyers culturels ici, et d'oublier la collectivité dans laquelle ils venaient vivre. Je pense que ça fait des pays qui manquent de cohésion sociale.

Ce faisant, la politique du multiculturalisme a fait des Québécois d'expression française une minorité à l'intérieur de la fédération canadienne, tout comme l'est la minorité vietnamienne. Or, on sait que les québécois d'expression française étaient là au départ de la fédération canadienne laquelle est, d'ailleurs, construite sur une entente entre les francophones et les canadiens hors

linguistiques, on sait que la communauté anglophone à Montréal fait des gains. On sait aussi qu'il y a une tendance depuis un siècle et demi de cette communauté à émigrer à l'extérieur du Québec. Par ailleurs, elle fait quand même des gains, elle fait ces gains auprès des communautés qui se désignent comme allophones. On pourrait s'attendre à ce que ces communautés se solidarisent davantage avec celle qui les accepte en sol canadien, c'est-à-dire les Québécois d'expression française. Mais elles ne le font pas parce que la langue anglaise a un statut plus important en Amérique du Nord.

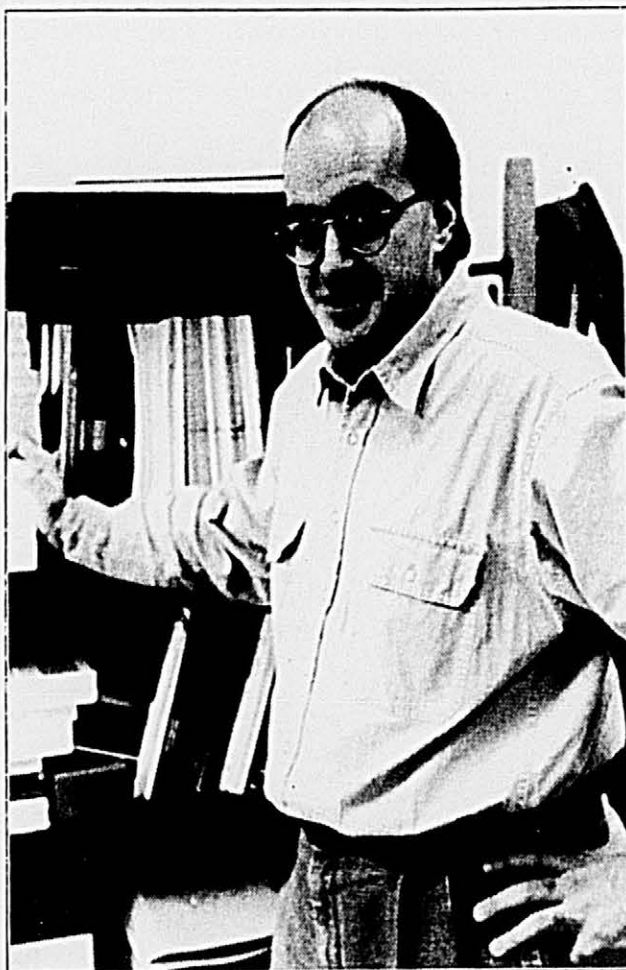
MDF: Que pensez-vous de la déclaration qu'a faite M. Parizeau le soir du référendum et de l'esclandre qui s'en est suivi ?

A.G.: Je trouve inacceptable qu'un Premier ministre puisse faire part de commentaires semblables. J'ai condamné les déclarations de M. Parizeau le soir même de son allocution, sur les ondes de CBC. Ce type de déclaration ne correspond pas à la vision que la majorité des québécois d'expression française ont du nationalisme québécois.

MDF: Mais justement, est-ce que c'est vrai ça ?

A.G.: Moi je suis convaincu, le nationalisme des années 1990 en est un qui est beaucoup plus ouvert que celui qui a été exprimé par M. Parizeau, et qu'il se veut de plus en plus plurinational. Je pense que le discours du nationalisme québécois, n'est pas un discours ethnique. Mais il y a des gens qui cherchent à l'ethniciser. Ça m'apparaît triste. Il y a des gens qui sont tombés dans le panneau; le plus bel exemple, c'est M. Chrétien qui dit que la fête nationale des québécois, celle du 24 juin, c'est la fête des canadiens français. C'est pathétique quand le Premier ministre du Canada décide que cette fête, où tout le monde a congé au Québec, est seulement celle des Canadiens français. Cette connotation ethnique a été rejetée par à peu près tout le monde au Québec parce que c'est un des moments où on oublie tout et on veut être solidaires. Donc il y a des gens qui nourrissent ce discours. À la fois ce que M. Parizeau a dit est inexcusable, et à la fois il y a le Premier ministre canadien qui tient un discours ethnique par rapport aux Québécois francophones. Tout n'est pas simple dans la réalité politique canadienne et québécoise.

Mon inquiétude c'est que la Charte canadienne des droits et libertés de 1982 va continuer d'ethniciser les Canadiens, de faire de nous des ukrainiens canadiens, des latino-canadiens et des canadiens français. Si vous regardez les articles 16 à 23 de la Charte, vous constaterez que le gouvernement canadien veut protéger les minorités d'expression anglaise au Québec et française au Canada. Ça c'est l'ethnicisation de la politique au Canada. Il faut s'inscrire contre cette tendance. Et ceci passe par une Charte des droits et libertés qui serait reconnue sur chacun des territoires. Que la Charte québécoise des droits de la personne ait préséance sur la Charte canadienne. Ceci permettrait de territorialiser le discours public au Canada. J'encouragerais les autres provinces qui n'en n'ont pas d'aller de l'avant avec leur propre Charte. La Charte québécoise est déjà beaucoup plus inclusive que la Charte canadienne, elle tient compte des droits sociaux — qu'on n'a pas dans la Charte canadienne. La Charte canadienne vient ethniciser les relations de pouvoir au Canada et au Québec. Il faut remettre cela en question.



Le professeur Alain G. Gagnon

québec. Mais avec M. Trudeau et sa politique sur le multiculturalisme (1971), on a minorisé les Québécois d'expression française dans leur propre pays. On a dit aux francophones du Québec « apprenez l'anglais », on a dit aux autres communautés « il y a deux langues officielles au Canada » et elles ont eu à apprendre que l'anglais. De plus en plus, la langue standard au Canada, ça devient l'anglais. Et tout ça au détriment de deux cultures qui auraient pu vivre harmonieusement, côte-à-côte, en se respectant mutuellement.

MDF: Mais est-ce vrai que le français a été lésé ?

A.G.: Si on regarde la question des transferts